

# EMC

## CHAPITRE 17 – Solidarité et fraternité face aux risques sociaux et environnementaux

### Doc p. 342

**Art. 10.** – La Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement.

**Art. 11.** – Elle garantit à tous, [...] la protection de la santé, la sécurité matérielle, [...] le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence.

**Art. 12.** – [Elle] proclame la solidarité et l'égalité de tous les Français devant les charges qui résultent des calamités nationales.

**Préambule de la Constitution de 1946, inscrit dans la Constitution  
de la V<sup>e</sup> République (1958)**

## **Je me repère p. 344 : La solidarité, principe fondamental de la République française**

### **Doc 2 p. 344 : Ce que dit la loi**

**Extraits du Préambule de la Constitution de la IV<sup>e</sup> République (1946), inscrit dans la Constitution de la V<sup>e</sup> République (1958)**

[Le peuple français] proclame [...] comme particulièrement nécessaires à notre temps, les principes [...] économiques et sociaux ci-après :

**Art. 10** – La Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement. [...]

**Art. 11** – [La Nation] garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle [...].

**Art. 13** – La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle<sup>1</sup> et à la culture. L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'État.

<sup>1</sup> elle permet le droit au travail.

## **Doc 4 p. 345 : Ce que dit la loi**

### **La Charte de l'environnement (depuis 2004 - inscrite dans la Constitution de la V<sup>e</sup> République de 1958)**

**Art.1<sup>er</sup>** – Chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé.

**Art. 2** – Toute personne a le devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement. [...]

**Art. 6** – Les politiques publiques doivent promouvoir un développement durable. A cet effet, elles concilient la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social.

## **Je me repère p. 346 : La solidarité nationale contre les risques sociaux**

### **Doc 1 p. 346 : Ce que dit la loi**

#### **Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 1789**

**Art.13** – Pour l'entretien de la force publique et pour les dépenses d'administration [de l'État], une contribution commune [l'impôt] est indispensable : elle doit être répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés [moyens financiers].

## **Doc 5 p. 347 : Ce que dit la loi**

### **Préambule de la Constitution de 1946 inscrit dans la Constitution de la V<sup>e</sup> République (1958)**

[La Nation] garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence.

## **J'enquête p. 348 : Quelles actions de solidarité dans les collectivités territoriales**

### **Doc 5 p. 349 : « La Petite Pause »**

*La Petite Pause ouvre à nouveau ses portes à toute personne dans le besoin, les samedis et dimanches après-midi de 13 h 30 à 17 h 30.*

Mis à disposition par le CCAS de Grenoble, la gestion et l'animation des locaux de la Petite Pause sont pris en charge par l'association « Le Fournil » et ses bénévoles. L'espace vient en complément des autres lieux d'accueil de jour ouverts en semaine. « Le but est de pouvoir accueillir n'importe quel public : personnes isolées, femmes, enfants... en errance ou en besoin de lien social. L'accueil est inconditionnel. », explique Céline Faure, directrice déléguée à la Direction Lutte contre la pauvreté et la précarité. Ici, les personnes peuvent venir se reposer, se réchauffer, prendre une boisson chaude, échanger des informations utiles, mais aussi participer à des animations autour du jeu si elles le souhaitent. [...]

La Petite Pause ouvre également ses portes en été pour permettre aux plus fragiles de trouver un peu de fraîcheur lors des fortes chaleurs. Cet été, le lieu a comptabilisé 807 passages dont 42 % d'hommes seuls.

**Gre.Mag N° 46 – « Renforcer les solidarités », Janvier-Février 2024**

## J'enquête p. 350 : Au collège, comment s'engager pour la solidarité

### Doc 2 p. 350 : Le tutorat entre pairs

*Ce projet d'entraide et de développement durable a été labellisé Entreprise sociale et solidaire par l'Éducation nationale.*

[Au collège St Exupéry à Ambérieu-en-Bugey (Ain)], l'entraide entre élèves se pratique au quotidien dans l'établissement de 900 élèves. Une équipe d'enseignantes et les élèves d'une classe pilote de 3e ont créé une entreprise sociale et solidaire : on échange des temps de soutien ou de fabrication de cahiers.

Quelques marches à descendre [...] et voilà la salle : sur la porte, un écriteau indique « L'heure aide ». Cette salle s'anime tous les jours de 13 à 14 heures.

Des collégiens s'installent ici volontairement avec manuels et cahiers pour une heure d'entraide. « Les élèves viennent pour un devoir ou une leçon qu'ils n'ont pas compris, explique Véronique Bonjour, professeure de français. D'autres élèves les aident. À leur tour, les élèves aidés viendront en aider d'autres, ou ils donneront du temps pour la *Pap'aide compagnie*, notre petite entreprise qui fabrique des cahiers et des blocs-notes pour recycler les papiers du collège ». [...]

**Fabienne Pithon, *Le Progrès*, édition Ambérieu et Bas-Bugey, 3 juin 2019**

## **Doc 4 p. 351 : Solidaires pour les victimes d'un séisme**

*Dans la nuit du 8 au 9 septembre 2023, un puissant séisme a touché l'Ouest du Maroc, faisant plus de 3 000 morts et détruisant un grand nombre d'habitations.*

Elle ne s'attendait pas à une telle ampleur. Et pourtant, la direction du collège Hanotaux de Saint-Quentin (Aisne) a rapidement dû faire face à l'important élan de solidarité des élèves et de leurs familles ainsi que le personnel du collège, envers les sinistrés du séisme marocain. [...] « Nous avons dû ouvrir le foyer des jeunes, tant nous avons reçu de dons », souligne Grégoire Hamard, principal du collège [...]. Le foyer regorge de sacs emplies de vêtements, de couvertures. Des tables d'écoliers sont recouvertes de tentes, de médicaments... L'association saint-quentinoise [Al Amal<sup>1</sup>], qui s'est chargée de la collecte mise en place conjointement avec la municipalité est contactée. Et avant son départ pour le Maroc, elle a réceptionné les dons des collégiens.

***Courrier picard, 20 septembre 2023.***

<sup>1</sup> Association qui a pour but d'améliorer le quotidien des personnes en difficulté ou en détresse.

## **J'enquête p. 352 : Comment mener des actions contre les inégalités sociales ?**

### **Doc 1 p. 352 : Ce que dit la loi**

#### **Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, 2000**

**Préambule** [...] L'Union se fonde sur les valeurs [...] de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité [...]

**Art.1<sup>er</sup>**. La dignité humaine est inviolable. Elle doit être respectée et protégée.

### **Doc 3 p. 352 : Les actions des Restos du cœur**

*Depuis la création de l'association par Coluche en 1985, des dizaines de milliers de bénévoles des Restos du Cœur luttent contre la pauvreté et l'exclusion sous toutes ses formes.*

Le lien de confiance tissé par les bénévoles et leur engagement pour venir en aide aux personnes accueillies permettent d'identifier leurs besoins et de proposer des solutions pour y répondre : ateliers et jardins d'insertion, accès au logement et hébergements d'urgence, maraudes, camions et points repas chauds, Restos bébés du Cœur, départs en vacances, accès à la culture et aux loisirs, ateliers d'accompagnement scolaire et de lutte contre l'illettrisme, actions d'inclusion numérique, conseils budgétaires, accès à la justice et aux droits, soutien à la recherche d'emploi (SRE) et microcrédit personnel, etc.

**D'après le site [restosducoeur.org](https://restosducoeur.org)**

## **Doc 4 p. 353 : Des mesures d'urgence décidées par l'État**

Suite à la vague de froid qui s'abat sur la France, la préfète du Rhône a mis en place des mesures d'urgence pour les sans-abris dans le département, lundi 8 janvier au soir. Pour ce faire, il a été décidé de renforcer les maraudes, d'étendre les horaires d'accueil de jour et de sanctuariser une quinzaine de places d'hébergement. En plus, des places d'hôtels seront mobilisées provisoirement pour accueillir les ménages le plus fragiles.

Ces mesures font suite à la décision de l'État de débloquer 120 millions d'euros pour 43 départements français placés en vigilance jaune de « grand froid », comme pour le Rhône et d'autres en vigilance d' « alerte grand froid » comme le Cantal et la Haute-Loire.

***La Tribune de Lyon, 10 janvier 2024***

## **Doc 6 p. 353 : Le Secours populaire, pour dire non à la pauvreté**

*Née en 1945, cette association s'est donnée pour mission d'agir contre la pauvreté et l'exclusion, elle promeut la solidarité et ses valeurs.*

Lancement du Don'actions : c'est par un samedi aux températures proches de zéro, le 13 janvier 2024, que la première campagne de l'année du Secours populaire français a été lancée : le Don'actions. Les bénévoles vont collecter à travers toute la France les fonds nécessaires à leurs actions en France et dans le monde.

Pour Rose-Marie Papi, membre du Bureau national de l'association, les besoins sont plus grands encore que l'année dernière, avec « une forte augmentation de la pauvreté ».

**D'après le site [secourspopulaire.fr](https://secourspopulaire.fr)**

## **J'enquête p. 354 : Agir face à l'inégalité aux soins**

### **Doc 2 p. 354 : Bien vieillir**

#### **a. Ce que dit la loi**

#### **Les mesures de la loi du 8 avril 2024 pour bâtir la société du bien vieillir et de l'autonomie**

Actions des départements contre l'isolement social des personnes âgées et prévention de la perte d'autonomie : soutenir le maintien à domicile, informer en cas de crise sanitaire, de canicule, mesures financières des départements en faveur des aides à domicile ...

Prévention et lutte contre les maltraitances en établissement de santé ou en Ephaad : droit de visite quotidien, contrôles de la qualité nutritionnelle des repas...

D'après <https://www.vie-publique.fr>

## **Doc 3 p. 355 : Agir contre les déserts médicaux**

### **b. Ce que dit la loi**

#### **Loi du 19 mai 2023 portant amélioration de l'accès aux soins par la confiance aux personnels de santé**

Deux objectifs : lutter contre les déserts médicaux et améliorer l'accès aux soins.

Cette loi permet d'accéder directement, sans passer par un médecin, aux infirmiers en pratique avancée (IPA), qui peuvent prescrire certains produits et des examens complémentaires, aux assistants dentaires, aux orthophonistes, aux pharmaciens etc.

D'après <https://www.vie-publique.fr>

## Doc 4 p. 355 : Témoignages

À Nouvelle-Église dans le Pas- de-Calais, les patients [...] défilent devant la porte du cabinet du Dr Marie-Anne Rouhier [...]. Ils viennent aussi de communes alentours.

Valérie [voudrait que son mari ait un médecin traitant] « Elle a dit oui [...] », sinon, il aurait dû s'orienter vers les hôpitaux de Calais ou même Dunkerque [...].

Installé dans une maison de santé<sup>1</sup> le cabinet accueille également une kinésithérapeute et une infirmière. « Une aubaine pour nous » se félicite une patiente venue d'Offekerque. Mais moins d'un an après l'ouverture de son cabinet, la Dr Rouhier estime que, dans quelques mois, elle ne pourra déjà plus accepter de nouveaux patients.

***Le Figaro*, 18/11/2023, Médecins de campagne :  
soigner dans une France oubliée**

<sup>1</sup> Rôle du maire de la commune qui a mobilisé tous les moyens pour créer une Maison de santé dans sa commune et attirer les personnels soignants (école, commerces de proximité...).

## **J'enquête p. 356 : Quelles actions de l'État en matière de santé ?**

### **Doc 3 p. 357 : Le cas de la rougeole**

Plus de 30 000 cas de rougeole ont été recensés l'année dernière en Europe. C'est plus de 30 fois plus qu'en 2022. [...] C'est le Royaume-Uni qui est le pays qui enregistre la plus forte résurgence de la maladie. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) appelle donc à renforcer la vaccination de toute urgence pour stopper la transmission de ce virus.

Cette recrudescence soudaine est attribuée à une baisse de la couverture vaccinale pendant la période du Covid. En effet, 1,8 million de nourrissons de la zone n'ont pas été vaccinés entre 2020 et 2022 en raison de la pandémie. En 2021, le nombre de décès dus à la maladie sont survenus essentiellement chez de jeunes enfants non vaccinés.

La France est moins concernée [...] la circulation du virus de la rougeole a été quasi inexistante en 2022. Les autorités sanitaires y voient un succès de l'amélioration de la couverture vaccinale chez les nourrissons, notamment depuis 2018, puisque depuis cette date le vaccin rougeole-oreillons-rubéole relève de l'obligation vaccinale.

**Anne Le Gall, Radio France, 24 janvier 2024**

## **Doc 5 p. 357 : Des vaccins obligatoires pour les enfants**

Les enfants les plus jeunes ne sont pas encore bien protégés contre les maladies : leur système immunitaire est fragile et a besoin d'être renforcé par la vaccination. En commençant sa vie en collectivité, en crèche, à l'école, un enfant va côtoyer beaucoup d'autres enfants. La vaccination permet de le préserver d'un risque élevé de contracter de nombreuses maladies infectieuses<sup>1</sup> très contagieuses, de protéger les autres enfants de la collectivité et de diminuer le risque d'épidémies.

**Vaccination-info-service.fr, 2023**

<sup>1</sup> Diphtérie, tétanos, poliomyélite, coqueluche, rougeole, oreillons, rubéole...

## **J'enquête p. 358 : Face aux risques, tous responsables**

### **Doc 2 p. 358 : Ce que dit la loi**

#### **Code de la sécurité intérieure**

**Art.L111-1** – La sécurité est un droit fondamental [...]. L'Etat a le devoir d'assurer la sécurité en veillant [...] à la protection des personnes et des biens.

**Art.L.112-1** – La Sécurité civile a pour objet la prévention des risques de toute nature, l'information et l'alerte des populations ainsi que la protection des personnes, des biens et de l'environnement contre les accidents, les sinistres et les catastrophes.

**Art.L.721-1** – Toute personne concourt par son comportement à la sécurité civile.

## **Doc 4 p. 359 : Ce que dit la loi**

### **Code de la Sécurité intérieure**

**Art.L.312-13-1** - Tout élève bénéficie, dans le cadre de sa scolarité obligatoire, d'une sensibilisation à la prévention des risques et aux missions des services de secours ainsi que d'un apprentissage des gestes élémentaires de premier secours.

## **Doc 5 p. 359 : L'engagement des cadets et cadettes de la Sécurité civile**

La création des cadets et cadettes de la Sécurité civile s'inscrit dans le cadre de la promotion des valeurs de la République et des démarches citoyennes.

### **Les conditions**

- **Être âgé(e)s** d'au moins 11 ans, et être volontaires.
- **Formation** durant toute l'année scolaire, une ou deux séances par mois, (mercredi après-midi et samedi matin), encadrée par des personnels (sapeurs-pompiers) du Service Départemental d'Incendie et de Secours (**SDIS**).

### **Les activités**

- **Inform**er sur les acteurs de la Sécurité civile et **sensibiliser** aux risques majeurs.
- **Participer à la prévention et à la sécurité incendie** : conduite d'exercice d'évacuation, vérification des équipements avec les sapeurs-pompiers, information des élèves.
- **Participer à la mise en œuvre du PPMS** du collège : devenir **ASSEC** (assistant(e) sécurité) et membre de l'équipe de premier secours (PCS).

***Mise en œuvre du programme des cadets/cadettes de la sécurité civile au sein des établissements scolaires, extraits du BOEN n°9 du 3 mars 2016***

**J'enquête p. 360 : Face à une catastrophe environnementale,  
comment s'exprime la solidarité nationale ?**

**Doc 2 p. 360 : Ce que dit la loi**

**Préambule de la Constitution de 1946**

La Nation proclame la solidarité et l'égalité de tous les Français devant les charges  
qui résultent des calamités nationales.

### **Doc 3 p, 360 : La mobilisation des services de l'État**

« Nous avons procédé, pour la seule journée d'aujourd'hui, à près de cinquante évacuations », a annoncé le préfet du Pas-de-Calais [...]. Des « moyens très conséquents, de pompage », vont être déployés, par l'intermédiaire de « réquisitions » dans le secteur privé et d'une aide en provenance d'autres États européens, a annoncé le directeur général de la sécurité civile, [...] au ministère de l'Intérieur.

A Blendecques, près de Saint-Omer (Pas-de-Calais), une des communes déjà les plus touchées par les crues de novembre, une vingtaine de personnes ont passé la nuit dans un centre d'hébergement, et une quarantaine s'y trouvaient mercredi matin, a déclaré la Croix-Rouge du Pas-de-Calais. Au moins 1 450 foyers sont privés d'électricité et 2 000 habitants privés d'eau potable, a annoncé la préfecture, ajoutant que des distributions d'eau en bouteille sont en cours.

Le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a annoncé sur X, avoir donné pour instruction « de renforcer le dispositif de secours » avec 120 nouveaux sapeurs-pompiers et des militaires de la sécurité civile.

***Le Monde, 2 janvier 2024***

## Leçon p. 366 : Solidarité et fraternité face aux risques sociaux et environnementaux

### A. Solidaires contre les inégalités sociales

- Au nom de la **solidarité nationale**, l'**État** garantit à tous des **droits sociaux** (à l'éducation, à la santé, contre l'exclusion...) financés par les **impôts**. Il a créé la **Sécurité sociale** qui rembourse les **frais médicaux**, verse des **allocations familiales**, des **pensions de retraite**... Les **collectivités territoriales** participent à cette solidarité : l'**Action sociale** dans les départements ; le **CCAS** dans les communes.
- La **solidarité**, c'est agir contre l'**exclusion**. Elle est **l'affaire de tous**, au collège, comme bénévoles dans des associations humanitaires... Elle permet de vivre dans la **dignité** et la **fraternité**.

### B. Solidaires pour un environnement durable

- L'**État** assure la sécurité des personnes et des biens. Face aux **risques majeurs**, il a créé la **Sécurité civile**.
- Le **changement climatique** porte atteinte à l'environnement et à la **santé** des populations. L'**ONU** a défini **17 objectifs de développement durable (ODD)** à réaliser pour 2030. Lors de Conférences internationales sur le climat (**COP**), les États s'engagent à réduire les émissions de **gaz à effet de serre**.
- Chacun doit **s'engager pour la sécurité collective** : respecter la **Charte de l'environnement** (2004) ; devenir **cadet/cadette de la Sécurité civile** ; pompier volontaire, ...

## **Doc p. 367**

Le refus de la misère est un combat de tous les jours [...] pour que les pauvres puissent s'en sortir. Ce sont des gens qui ont vécu mille galères, expulsion de leur appartement, placement de leurs enfants [...] Moi, quand j'étais à la rue, j'avais pensé recommencer ma vie ailleurs car là où j'étais connu, on vous traitait de clochard, de bon à rien. [...] J'ai fait plus de trois ans de rue, mais je n'ai jamais quitté mon boulot. Après, j'ai eu un appartement grâce à ATD-Quart Monde qui m'a bien aidé, d'où mon engagement avec ATD. D'avoir connu la rue, ça vous donne un coup de fouet pour aider les autres.

**Témoignage de Maurice, militant à ATD Quart-Monde, sur son parcours de vie et son engagement auprès de l'association, 2022.**